Le Réseau Libéral Africain a adopté une résolution critique à l'égard du Burundi

@rib News, 24/11/2010 Résolution sur le Burundi adoptée par le Réseau Libéral Africain Soutenu par le Président de l'Internationale Libérale, Hans van Baalen MEP, l'Assemblée Générale du Réseau Libéral Africain (RLA): Toutes les informations des différentes sources indépendantes telles que les organisations des droits de l'homme oeuvrant dans la Région des Grands Lacs d'Afrique en l'occurrence Human Rights Watch et Amnesty International ; les organisations de protection du métier de journalisme tel que Reporters Sans Frontières ; les organisations de lutte contre la corruption tel que Transparency International etc. ;

Considérant le rapport de la Commission de l'Union Européenne sur les élections qui viennent d'avoir lieu au Burundi et l'aggravation de la situation sécuritaire et la croissance de la violation des droits humains ainsi que les menaces de l'ordre public sont impliqués ; Tenant compte que le désordre sociopolitique au Burundi risque d'embraser la Région des Grands Lacs d'Afrique ; Considérant que cette situation déplorable résulte d'un contentieux électoral encore en cours ; Tenant compte des éléments d'un témoignage aussi éloquant que vient de faire l'Honorable Nzomukunda, ancienne Vice-Présidente de la République du Burundi, ancienne Vice-Présidente de l'Assemblée Nationale, actuelle Vice-Présidente pour l'Afrique Centrale du Réseau Libéral Africain, et actuelle Présidente du Parti Alliance Démocratique pour le Renouveau (ADR), parti membre de l'Internationale Libérale ; Le Réseau Libéral Africain s'est réuni en date du 11 au 13 novembre à Cape Town en Afrique du Sud pour adopter une résolution pour le Burundi. Les éléments qui la composent sont les suivants : 1. Le Réseau Libéral Africain regrette que les élections communales au Burundi aient été marquées par l'impossibilité des partis d'opposer la régularité du processus en l'absence d'affichage public des résultats du bureau de vote, et par l'impossibilité pour les mandataires des partis politiques d'obtenir une copie des procès-verbaux. 2. Il regrette que le pouvoir en place et la Commission Électorale Nationale Indépendante n'aient pas encouragé l'opposition pour résoudre le contentieux électoral à temps ce qui a accru les tensions politiques dont les conséquences sont visibles à l'œil nu ; 3. Il regrette que le processus électoral entamé le 24 mai 2010 se soit poursuivi en l'absence totale de l'opposition ; 4. Le Réseau Libéral Africain regrette aussi que malgré la période électorale, le pouvoir de Bujumbura ait rejeté toute proposition des partis d'opposition d'entamer un dialogue entre les partenaires politiques bien que le pays sombre dans la violence ; 5. Il regrette que le pouvoir de Bujumbura use de la force pour résoudre un problème caractéristique politique ; 6. Il regrette que le Burundi reste un des pays où la corruption est très importante, ce qui contribue à entraver gravement tout effort d'attirer les investissements et de lutter contre la pauvreté (4) ; 7. Le Réseau Libéral Africain condamne les arrestations des militants de l'opposition et la restriction des activités des partis politiques qui ont marqué la période pré-électorale et électorale et qui se poursuivent jusqu'à ce jour ; 8. Il condamne avec énergie la torture et les exécutions extrajudiciaires dénoncées par la Communauté Internationale et les organisations de défense des droits de l'homme ; (2,3) 9. Il condamne la persécution dont sont victimes les leaders des partis de l'opposition les contraignant à l'exil ou à une vie clandestine ; 10. Le Réseau Libéral Africain exige l'arrêt des arrestations arbitraires, emprisonnements, assassinats des militants de l'opposition et la libération sans condition de tous les prisonniers politiques et d'opinion ; 11. Il exige qu'une commission internationale soit mise en place pour enquêter sur les exécutions sommaires observées dans toutes les régions du Burundi ; 12. Il exige la levée de l'interdiction de toutes les activités politiques des partis d'opposition et la création d'une atmosphère permettant le retour des leaders en exil ou en clandestinité ; 13. Le Réseau Libéral Africain demande au gouvernement burundais d'entamer des négociations avec les partis d'opposition afin de trouver des solutions aux problèmes de sécurité, des droits de l'homme, et de vider le contentieux électoral ; 14. Il demande aux bailleurs de fonds de suspendre toute aide directe au gouvernement burundais tout en intervenant directement auprès des populations burundaises à travers les ONG, en attendant que des négociations véritables soient effectivement entamées avec la coalition des partis de l'opposition : ADC- IKIBIRI. 15. Le Réseau Libéral Africain demande en fin à la Communauté Internationale notamment Nations Unies, l'Union Européenne, l'Union Africaine et les organisations régionales de continuer à suivre avec attention la situation politique et sécuritaire au Burundi. Fait à Cape Town, le 13 novembre 2010 (1) Rapport Final Mission d'Observation Électorale (MOE UE)- Burundi 2010 (2) L'UE prônant l'occupation par des cas d'exécutions extrajudiciaires au Burundi ; AFP 21 octobre 2010. (3) Burundi : « Un pas en arrière » : Torture et autres mauvais traitements aux mains du Service National de Renseignement Burundais ; www.Amnesty.org/fr (4) Bribery Index 2010 by Transparency International